



Rétribution du courant renouvelable : plus d'argent pour quels résultats ?

Durant la session extraordinaire sur la politique énergétique, le Conseil national a souhaité augmenter les ressources pour la production d'électricité renouvelable. La motion Bäumle (11.3456) supprime le plafonnement actuel du supplément à 0,9 centime par kilowattheure. Au lieu de 500 millions par an, la Confédération pourrait désormais accorder jusqu'à plusieurs milliards de francs de subventions.

La subvention du courant renouvelable grâce à la rétribution à prix coûtant (RPC) ne répond pas encore aux attentes suscitées. Pour tout dire, il y a beaucoup de projets, mais peu se réalisent. Les petites centrales hydrauliques et les éoliennes rencontrent notamment beaucoup de résistances. La géothermie en est toujours au stade de la recherche. Quant à la biomasse et au bois, leur potentiel de production électrique est limité.

En revanche, une longue liste d'attente s'est formée pour l'octroi de subventions aux installations photovoltaïques. Ce mode de production reste cependant le plus coûteux et plus fluctuant. Avec 800 à 1000 heures d'ensoleillement par an, la Suisse n'est pas un site idéal. En comparaison, le sud de l'Espagne reçoit 2000 heures de soleil et le nord de l'Afrique, 2400 heures. À cela s'ajoute que la production solaire est maximale durant l'été, tout comme la production hydraulique. Le cumul des deux entraînerait une forte surproduction durant l'été. Pour l'éviter, il serait envisageable de garder l'eau en réserve durant l'été afin de produire davantage en hiver. Toutefois, les quelque 100 lacs de barrage suisses permettent de « stocker » de l'électricité pour 30 jours seulement. Un surcroît de production photovoltaïque ne contribuerait donc que très peu à l'approvisionnement électrique durant l'hiver, qui est la période la plus critique.

Avant de décider de modifier la RPC, il s'agira donc de comparer très attentivement le coût du déplafonnement envisagé avec ce qu'il apporterait en termes de sécurité d'approvisionnement énergétique.

L'Allemagne s'interroge sur son soutien

La très forte promotion de la production solaire outre-Rhin est souvent citée comme un exemple de politique industrielle et technologique réussie. Les installations construites jusqu'à fin 2010 coûteront au total 81 milliards d'euros aux consommateurs allemands et produisent environ 2% de l'électricité du pays.

Après une forte croissance de l'industrie solaire, la part des modules fabriqués et installés en Allemagne accuse une nette baisse. D'après des chiffres publiés par la Hochschule für Technik und Wirtschaft de Berlin en mars 2011, l'Allemagne importe davantage de produits photovoltaïques qu'elle n'en exporte. La statistique allemande du commerce extérieur montre que, en 2010, les importations photovoltaïques ont atteint un volume de 11,6 milliards d'euros, et les exportations 5,4 milliards d'euros, soit moins de la moitié. Si cette tendance se poursuit, les fabricants allemands seront tôt ou tard évincés du marché par les importations asiatiques, lesquelles sont de qualité élevée et bien moins onéreuses. En revanche, l'économie allemande financera encore durant des décennies le soutien à la branche solaire.